

Brochure n° 3159

Convention collective nationale

IDCC : 2493. – **COIFFURE ET PROFESSIONS CONNEXES**

ACCORD DU 18 OCTOBRE 2006
RELATIF À L'OUVERTURE DES ENTREPRISES
POUR LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE 2006 (BAS-RHIN)
NOR : *ASET0651229M*
IDCC : 2493

Entre :

La fédération départementale de la coiffure du Bas-Rhin (FDC 67) ;

Le conseil national des entreprises de coiffure (CNEC) ;

D'une part, et

La fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services
CFE-CGC ;

La fédération nationale de la coiffure Force ouvrière ;

La fédération commerces, services et forces de ventes CSFV-CFTC,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale de la coiffure du
18 mars 2005,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Afin de donner satisfaction à la clientèle des entreprises de coiffure pendant la période des fêtes de fin d'année, les partenaires sociaux du département du Bas-Rhin ont décidé de procéder à la conclusion d'un accord visant à suspendre la règle du repos dominical pour la période considérée, dans le respect des dispositions prévues dans le présent accord.

Article 1^{er}

Considérant que l'activité des entreprises de coiffure pendant la période des fêtes de fin d'année nécessite leur ouverture certains dimanches du mois de décembre, les partenaires sociaux conviennent que les chefs d'entreprise

de coiffure du département du Bas-Rhin pourront, après autorisation préfectorale, faire travailler leurs salariés, à l'exclusion des jeunes travailleurs et apprentis, visés à l'article 1-2 du chapitre II de la convention collective nationale de la coiffure du 18 mars 2005, les dimanches 24 et 31 décembre 2006.

Le travail dominical se fera avec l'accord du salarié. L'employeur devra informer les salariés en respectant un délai de prévenance du 15 jours minimum.

Article 2

Le travail des dimanches 24 et 31 décembre 2006 donnera lieu à une journée de repos compensateur dans les 2 semaines civiles qui précèdent ou qui suivent, à laquelle viendra s'ajouter une prime exceptionnelle de travail le dimanche égale à 1/24 du traitement mensuel du salarié pour le dimanche travaillé.

Cette prime devra figurer sur une ligne distincte du bulletin de paie.

Article 3

L'horaire applicable pendant la période des fêtes de fin d'année devra faire l'objet d'un affichage dans l'entreprise, dans les mêmes conditions que l'horaire habituel et devra être communiqué à l'inspecteur du travail une semaine avant son entrée en vigueur.

Article 4

En application du droit local et de l'article L. 221-6 du code du travail, les organisations signataires émettent un avis favorable à toute demande de dérogation les dimanches 24 et 31 décembre 2006 conforme à l'article 2 du présent accord et sollicitée par une entreprise de coiffure auprès de M. le préfet du Bas-Rhin.

En tout état de cause, les organisations signataires émettent un avis défavorable à toute demande de dérogation sollicitée par une entreprise de coiffure auprès de M. le préfet du Bas-Rhin pour un autre dimanche et en dehors de dispositions moins favorables pour les salariés que celles définies à l'article 2 du présent accord.

Article 5

Afin de permettre l'ouverture exceptionnelle des entreprises de coiffure les dimanches 24 et 31 décembre 2006, les organisations signataires demandent la suspension, temporaire et uniquement pour ces dimanches, des dispositions :

- des articles 105 et suivants de la loi du 26 juillet 1900 du code local des professions ;
- de l'arrêté préfectoral du 25 juin 1938 ;
- du statut local pour la ville de Strasbourg du 6 février 1917 approuvé par le préfet le 10 mars 1917,

prescrivant la fermeture au public, le dimanche, des entreprises de coiffure, devant être entériné par un arrêté préfectoral.

Toutefois, conformément au droit local et à l'article L. 221-6 du code du travail, après modification de l'arrêté préfectoral de fermeture, les chefs d'entreprise qui voudront ouvrir les dimanches 24 et 31 décembre 2006 seront tenus d'effectuer une demande de dérogation individuelle auprès du préfet du Bas-Rhin.

Article 6

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale de la coiffure du 18 mars 2005.

Article 7

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique à l'ensemble du département du Bas-Rhin.

Article 8

Le présent accord entre en vigueur à la date de signature et en application des dispositions légales.

Il sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction générale du travail, dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension. Un exemplaire sera adressé à M. le préfet du Bas-Rhin.

Article 9

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Fait à Strasbourg, le 18 octobre 2006.

(Suivent les signatures.)